

## AMINATA TOURÉ

Présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal,  
ancienne Première ministre du Sénégal

Merci beaucoup, Thierry. Je voudrais vous féliciter pour cette conférence, qui a tenu toutes ses promesses. Je suis Présidente du Conseil Économique, Social et Environnemental, qui joue un rôle consultatif auprès du Gouvernement et du Parlement. Je voudrais vous parler du Sénégal et vous donner quelques informations de base. Il s'agit d'un petit pays. Nous aimons l'appeler la porte d'entrée de l'Afrique, lorsque vous venez des États-Unis ; nous sommes juste en face de New York, une malchance puisque ce fut l'un des plus grands ports négriers. Nous comptons 16 millions d'habitants, une petite population donc, mais nous sommes surtout connus pour notre stabilité politique. Notre pays est à 97 % musulman, et notre premier Président, en 1960, s'est avéré être chrétien ; il était le père de l'indépendance. Il était soutenu en ce temps-là par tous les dirigeants religieux. Son opposant, qui était musulman, était un avocat qui s'appelait Lamine-Guèye. Je voudrais par cela montrer que nous avons cultivé la cohésion interne et les relations inter-religieuses de manière pacifique.

Nous sommes donc un pays islamique de tolérance et de paix, et c'est ce qui se traduit par cette stabilité. Nous en sommes très fiers, et nous souhaiterions la cultiver et la soutenir. C'est la première chose que je voulais dire à propos du Sénégal.

Deuxièmement, concernant la démocratie, nous avons changé de présidents de manière pacifique au fil du temps. Le premier, Léopold Sédar Senghor, s'est avéré être un membre de l'Académie Française. Il parlait si bien le français qu'il a été nommé à ce poste, ce qui illustre la relation historique avec la France. Il a démissionné en 1981. Son successeur, le Président Abdou Diouf, a quitté le pouvoir en 2000 après les élections démocratiques, remplacé par le Président Abdoulaye Wade, qui a lui-même été battu en 2012 par l'actuel Président, Macky Sall, le tout dans le cadre d'un processus pacifique. Nous pensons donc que nous avons une solide démocratie enracinée dans la culture politique, et nous travaillons en ce sens pour la conserver, parce qu'il ne faut jamais rien prendre pour acquis ; nous devons tous y travailler.

L'autre chose que je voudrais dire sur le Sénégal est que nous avons ce que nous appelons une armée républicaine, ce qui signifie que nous avons une armée qui suit les règles de la démocratie, qui respecte la constitution, et nous ne connaissons pas les coups d'Etat au Sénégal. Cela brise tous les stéréotypes au sujet de l'Afrique. L'armée reste dans ses fonctions. Elle est très impliquée dans les opérations de maintien de la paix dans le monde, et comme nous l'avons dit également au Mali. Elle est également intervenue en Gambie, dans le pays voisin de la Gambie, et l'armée est très professionnelle et défend la constitution. Nous avons également une presse solide, certains diraient même trop solide. La liberté de la presse est établie, et les journalistes s'expriment de manière libre.

Voilà les ingrédients de la stabilité sénégalaise. Quant à l'économie, puisque, bien entendu, si vous voulez soutenir tout cela vous devez créer de la richesse, nous sommes un pays très jeune. 70 % de la population est âgée de moins de 40 ans, ce qui entraîne des défis de taille, le plus important étant l'emploi des jeunes. Lorsque le Président Macky Sall est devenu Chef de l'État, j'ai commencé à travailler avec lui en tant que Ministre de la Justice. L'année suivante, il a commencé à parler d'un plan intitulé *Sénégal Émergent* – certains des principaux acteurs de ce plan se trouvent d'ailleurs parmi nous, Moubarack Lô, je voudrais le remercier - qui va de 2013 jusqu'en 2035. Ce que la durée de ce plan montre c'est que, si vous pouvez compter sur une solide démocratie enracinée dans la culture politique, vous ne pensez pas qu'à vous-même, puisque nous avons un système à deux mandats, vous pensez également aux générations futures, en vous assurant que la démocratie continuera normalement, et que, la personne qui occupera la Présidence, quelle qu'elle soit, poursuivra les réussites accumulées, parce que c'est ainsi que les choses sont perçues.

Le plan, qui vise à faire émerger le Sénégal en tant que pays développé, repose sur trois piliers. Le premier est l'économie. Il est très important de créer de la richesse pour les jeunes et pour les femmes. Il a obtenu de bons résultats, puisque l'an dernier nous avons atteint une croissance de 6,5 %, donc quoi que nous ayons fait, cela semble

fonctionner. Nous étions en dessous de la croissance économique moyenne en Afrique, qui se situe entre 4 % et 4,1 %, et nous avons atteint 6,5 %, donc cela fonctionne. Comment une telle croissance a-t-elle pu être possible ? Tout d'abord, c'est une question de bonne gouvernance, en s'assurant que les revenus sont bien dépensés, et sont dépensés dans un secteur qui emploie en grande partie des travailleurs sénégalais, à savoir l'agriculture. L'idée était de moderniser l'agriculture, de nombreux investissements ont ainsi été réalisés pour moderniser les équipements, afin de passer d'une agriculture traditionnelle à une agriculture plus moderne, mécanique, et le résultat ne s'est pas fait attendre, comme par exemple pour les arachides, l'un de nos plus importants produits. Nous avons ainsi doublé la production en six ans, ce qui a contribué à la croissance.

Concernant les infrastructures, il y a eu de très gros investissements pour combler le fossé entre les zones urbaines et les zones rurales, car c'est également l'un des défis que nous devons relever. Après l'arrivée des colonisateurs, ces derniers se sont centrés sur les villes, parce que c'était là où ils avaient l'habitude de vivre et leur façon d'organiser l'économie, un grand fossé s'est donc creusé, en grande partie, entre les zones rurales et les zones urbaines. Dans les villes africaines, vous pouvez jouir d'un style de vie confortable, mais peut-être 10 km plus loin, vous vous retrouvez dans l'Afrique rurale. Vous voyez la différence. Le Président Sall était donc très soucieux de combler cet écart, et il est arrivé avec ce qu'il a appelé un plan de rattrapage en investissant dans les routes et l'accès à l'eau ; d'ailleurs, au Sénégal, tout le monde aura bientôt accès à l'eau potable, et nous avons bon espoir que d'ici quatre ans, tout le monde aura également accès à l'électricité. Tout cela réuni a entraîné une augmentation de la production, et c'est ce qui explique cette croissance.

Il a également, bien entendu, investi dans la pêche, puisque nous sommes un pays de pêche. Nous avons 800 km de côte, et je vais aborder les défis associés à l'environnement. Il a aussi subventionné la production, en tentant également de moderniser les équipements de pêche et les petits bateaux, ce qui a aussi augmenté la production dans ce secteur.

Le deuxième pilier de ce plan porte sur le développement humain. Si vous avez une économie, vous avez des ressources. Le Sénégal va devenir un pays producteur de pétrole et de gaz – cela nous réjouit beaucoup – et je voudrais également souligner que le gaz a été découvert à la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal, en haute mer. Où se trouve le puits ? Il pouvait être davantage du côté mauritanien ou du côté Mauritanie-Sénégal, alors l'ancien Président Aziz et le Président Sall, qui doivent être félicités pour ça, se sont assis pour discuter et ont convenu que ce devait être 50-50. Nous n'avons pas parlé de cela, mais c'est une façon très positive de résoudre les problèmes en Afrique. Nous savons que de nombreuses guerres et agitations se produisent dans ce genre de situations, où tout le monde veut avoir l'avantage, mais ils ont décidé que ce devait être 50-50, ce fut donc une bonne leçon et un bon cas d'étude à publier.

Ainsi, le capital humain a été d'une grande force là-dessus. Le Président Macky Sall a décidé de créer des universités, mais également d'investir dans une éducation de qualité dans le primaire et le secondaire, parce qu'il existe aussi d'énormes écarts en termes d'éducation, mais nous avons fait beaucoup de progrès. Cette année, par exemple, plus d'étudiantes femmes que d'étudiants hommes ont passé les examens pour rentrer dans un établissement secondaire. C'est un progrès énorme dans un pays à 96 % musulman, où les femmes sont davantage présentes dans le primaire que dans le secondaire, mais bien sûr nous sommes confrontés à quelques défis sociaux, et il y a moins de femmes dans les universités. Néanmoins, c'est une bonne tendance qui se dessine et elle est donc aussi soutenue.

Concernant le capital humain, une initiative a également été lancée – nous avons ce que l'on appelle « la délégation à l'entrepreneuriat rapide » : Je le traduirais comme une sorte de fenêtre financière pour soutenir en particulier les jeunes et les femmes en termes de soutien à l'entrepreneuriat et de soutien aux petits projets et aux petites entreprises. Une somme d'argent très importante a été investie dans cette stratégie. Il s'agit donc du deuxième pilier, comment le pays constituera des ressources humaines de qualité, y compris parmi les femmes et les jeunes, pour soutenir le plan économique. La plupart du temps il y a un écart. Il y a des opportunités dans l'activité minière, le gaz, etc., mais d'un autre côté, vous ne verriez pas des ressources humaines de qualité être bien gérées, cela fait donc aussi partie du plan.

Le troisième pilier de ce plan est tout aussi important et concerne la bonne gouvernance. Le Sénégal a été salué pour ses efforts réels pour promouvoir une bonne gouvernance. Nous avons été reconnus par l'Indice Mo Ibrahim, donc



nous avons fait d'énormes progrès. Nous devons encore relever des défis, bien entendu, mais c'est l'une des priorités du Président Macky Sall et de son gouvernement. Dans ce troisième pilier, il y a aussi la coopération, bien sûr, et à différents niveaux, y compris au niveau sous-régional, avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Nous sommes étroitement liés. Nous avons un marché commun, une monnaie commune, le franc CFA, que nous avons hérité de notre ancienne relation avec la France. Il y a un débat dans le pays quant à savoir si nous devons commencer à réfléchir à notre propre monnaie, mais c'est pour l'instant à l'étude, et nous menons cette réflexion avec nos partenaires.

Nous avons le marché africain, pour faire référence aux récents événements, la zone de libre-échange africaine, qui présentera l'Afrique comme le plus gros marché commun. Nous n'avons pas trop parlé de cela, mais ce sera l'un des plus gros marchés communs. Les Chefs d'État se sont mis d'accord dessus, et c'est une opportunité de faire du commerce entre nous, car c'est également l'un des défis en Afrique – nous ne faisons pas beaucoup de commerce entre nous. Le commerce intra-africain est inférieur à 10 %, alors que si vous allez en Asie ou même en Europe, il peut s'élever à 70 %, donc avec cette zone de libre-échange commune, nous devrions aller de l'avant.

Je dois bien sûr vous parler des défis qui se posent. L'un d'entre eux est bien entendu l'emploi des jeunes. Nous observons un écart en termes d'industrialisation, et c'est l'une des priorités du second mandat du Président Macky Sall. Comment allons-nous importer moins de biens et à la place les fabriquer ici au Sénégal ? L'Éthiopie se débrouille bien, et c'est aussi ce que nous souhaiterions faire.

Le deuxième est l'environnement. J'ai mentionné les 800 km de côte, et nous observons une avancée de la mer sur le territoire, qui constitue également un défi auquel nous tentons de faire face. Il y a également la sécurité, pas à l'intérieur du Sénégal, mais qui est une préoccupation au niveau sous-régional. Nous connaissons la situation au Nigeria et au Mali en matière de terrorisme, et cela se rapproche de plus en plus du Sénégal. Nous sommes également un acteur, car nous soutenons nos amis maliens, mais c'est également une préoccupation qui doit figurer sur la liste des défis à relever.

Quelle est la marche à suivre ? La marche à suivre est de nous appuyer sur notre expérience, en créant des institutions plus fortes, et quant au processus politique au Sénégal, il est déjà bien enraciné, tout comme la bonne gouvernance est acquise, avec les jeunes au cœur de tout ce que nous faisons. J'ai indiqué qu'ils représentent 70 % de nos citoyens, et toutes les politiques qui sont développées doivent être centrées sur les jeunes et sur les femmes. Les deux groupes réunis représentent 70 % de la population.

Dans un lieu comme celui-ci, nous devons également aborder la coopération. Comment allons-nous développer des liens plus forts avec nos amis traditionnels ? J'ai mentionné notre très ancienne relation avec la France, mais il y a également la CEDEAO, et la façon dont nous allons créer une vision commune sur ce point, sur une base mutuellement avantageuse bien entendu. Il y a eu une histoire et il y aura une vision de notre relation, et bien sûr, nous devons nous ouvrir à l'Afrique et au reste du monde.

**Thierry de Montbrial**

Merci beaucoup Aminata. C'était fascinant.